

page 5

éditorial

PRE

L'heure de l'Amérique latine serait-elle, si vite, passée ? Hier, les dictatures tombaient, les économies s'ouvraient, plusieurs de ses pays semblaient incarner un nouveau temps de développement économique et politique. Sous des formes parfois étranges à des yeux européens mais très vivantes, le sous-continent entreprenait de réduire les inégalités, de stabiliser des démocraties souvent hésitantes, de résorber ses violences internes, de s'intégrer à l'interdépendance économique mondiale.

Quelques décennies plus tard, c'est sa diversité – qu'on n'a pu négliger fugitivement que par ignorance –, et la persistance de ses maux, traduits en multiples cahotements économiques et politiques, qui dessinent l'image de l'Amérique latine. Symbole premier, le Brésil. Emporté dans le grand vent de la globalisation économique, il a un temps semblé le plus dynamique des BRICS hors d'Asie, ébauchant une nouvelle cartographie des échanges trans-Pacifique. Il a pourtant échoué à consolider les bases de sa croissance, et le ralentissement économique international a remis en lumière des difficultés presque intactes : la croissance marque le pas ; en dépit de leurs politiques sociales, les gouvernements du Parti des Travailleurs n'ont pas fondamentalement changé la structure violemment inégalitaire du pays ; et leur popularité n'a pas modifié le rapport de l'opinion à des institutions largement vues comme lointaines et corrompues. Quant au processus de destitution de la présidente, il s'apparente plus à une manipulation institutionnelle qu'à une réappropriation démocratique, et a fort peu de chances de constituer un nouveau départ dans la clarté politique.

Un peu plus loin, le kirchnérisme existe puisque l'Argentine l'a rencontré deux fois. Mais qu'est-il, au vrai ? Une politique de relance de l'économie mais par des voies peu créatrices d'emploi ; une idéologie « de gauche » qui rouvre les dossiers politico-judiciaires, s'oppose au libre-échange « à l'américaine », valorise l'intervention de l'État, en particulier par l'emploi public, et entend restaurer une idéologie nationale... Bref, le kirchnérisme est-il un péronisme ? Et quelle trace laissera-t-il alors que le pays prend un autre cours, qui remet profondément en question l'héritage de 12 années de pouvoir ? Les démons de l'Argentine s'appelleraient-ils, et concurremment, étatismisme et libéralisme ?

Les démons de la Colombie et du Mexique se nomment, eux, violence. En Colombie, l'espoir d'une paix civile renaît avec la conclusion d'un accord entre le gouvernement et les FARC sous les auspices de Cuba. L'accord pourrait, cette fois, être appliqué, car il intervient en conclusion d'une stratégie anti-guérilla enfin cohérente, coordonnée et donc efficace. Mais un accord de paix ne se concrétise que par une démobilisation, des deux côtés : après des décennies d'affrontement, le défi est sans doute encore plus rude... Quant

au Mexique, il semble impuissant à se sortir d'une situation que caractérisent l'échec global de la lutte contre les cartels de la drogue, une économie très fragile, des réformes sociales peu convaincantes et un système partitocratique aux multiples mais constants visages.

Cette livraison de *Politique étrangère* joint au tableau le cas du Panama, qui retient l'attention par sa recherche de l'existence, tout simplement – après un siècle de dépendance due à la « bénédiction » du canal –, par sa volonté de s'insérer à étapes redoublées dans les circuits internationaux. Une stratégie que viennent plomber les *Panama Papers*. Le tableau est fragmentaire, mais symbolique d'un sous-continent éclaté, loin du rêve des bénéfiques quasi-assurés d'une mondialisation heureuse et démocratique. Symbolique d'un monde divisé, que caractérisent les inégalités des stratégies et des développements économiques, et trop souvent le décalage des institutions politiques par rapport à leur propre société. Ceci, sans préjudice des effets à venir des présidentielles nord-américaines, en particulier dans le domaine des accords internationaux de libre-échange, qui ont constitué un thème important des débats de campagne, et dans un sens nouveau et restrictif.

Sur la crise européenne, tout semble dit ou presque. Et les diagnostics convergent : difficultés économiques, crise migratoire, impuissances institutionnelles n'apparaissent si insurmontables que parce que les Européens ont perdu foi en eux-mêmes : c'est bien la crise du projet européen lui-même qui est en cause.

S'agit-il d'une crise de l'Union européenne, de l'Europe, de la construction européenne ? Tout à la fois. Crise d'institutions schizophrènes : autonomes officiellement, dans les faits prisonnières des caprices et errances des États membres. Crise d'une Europe incapable de se penser depuis 20 ans hors des logiques nationales ou de la logique « bruxelloise » – alors que le Vieux Continent, beaucoup plus large que les rêves bruxellois, a besoin d'une architecture économique et politique globale. Crise de la construction européenne, aux espérances et objectifs noyés dans les élargissements impensés des deux dernières décennies. Là où il y avait processus, marche, continuité, il n'y a plus que résistance ou avances furtives que les gouvernements n'osent même plus expliquer à leurs peuples. Le projet européen, progression vers un avenir mal défini mais porteur d'espérance collective, n'existe plus guère. L'avenir ne s'espère plus, il se négocie.

Le beau dialogue qu'ouvre ce numéro entre Guy Verhofstadt et Dominique Moïsi témoigne des dynamiques et des impasses (au moins

provisaires) du débat européen. Pour Guy Verhofstadt, dont la critique de l'état actuel de l'Union est d'une cruelle lucidité, la seule voie de sortie de crise est le saut fédéral, qui débarrasserait la construction européenne des entraves produites à foison par les États, et des contradictions des institutions bruxelloises actuelles. Pour Dominique Moïsi, le poids des États a été trop ignoré – ce que vient encore de confirmer le référendum du Brexit ; et les nations d'Europe sont revitalisées par la mondialisation. Il s'agit de sauver l'existant, qui ne peut l'être que par un retour maîtrisé aux nations, et par un accord entre elles dans un nouveau concert européen.

Débat qui résume tous les autres. Faut-il aller de l'avant, au risque d'une rupture définitive entre les peuples et l'idée même de la construction européenne ? Faut-il compter sur les nations au risque de dérapages nationalistes ? Les dérives extrêmes à l'œuvre dans presque tous les pays d'Europe se soignent-elles par le risque de la supra-nationalité, ou par le risque du renfermement ? Le choix est ici éminemment politique. Dans ce contexte, les négociations sur le statut futur de la Grande-Bretagne pourraient apparaître comme un épiphénomène institutionnel. À moins qu'elles ne cristallisent les oppositions entre membres de l'Union à un point tel que le projet collectif n'en devienne simplement inimaginable.

En un temps où les peurs de toutes sortes – de l'ouverture économique, de l'étranger, du terrorisme... – semblent constituer l'axe des débats d'opinion, la pire des réponses serait la conjugaison des impuissances européennes et des illusions nationalitaires. Le défi des mois à venir est lourd pour les Européens : rejeter la tentation tout-sécuritaire qui éloignerait nos pays de leur propre culture démocratique ; trouver une nouvelle définition de leur désir de vivre ensemble – rude programme pour les années électorales de France, d'Allemagne, voire du Royaume-Uni. C'est bien de politique qu'il faut débattre – les institutions découleront du débat : qu'elles le précèdent est mauvais signe. Le droit a toujours échoué à faire l'histoire, il ne peut que la codifier. Le risque d'un long brouillard, produit de négociations à rallonge avec Londres et des perspectives électorales, ne peut être mésestimé. Il est celui d'un vrai délitement de l'Union.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, politique étrangère a changé de diffuseur !



politique étrangère

Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier+numérique ou e-only

TARIFS 2016

| ► S'abonner à la revue | | France TTC | Étranger HT* |
|------------------------|--------------------|------------|--------------|
| Particuliers | papier + numérique | 80,00 € | 100,00 € |
| | e-only | 65,00 € | 80,00 € |
| Institutions | papier + numérique | 170,00 € | 190,00 € |
| | e-only | 130,00 € | 150,00 € |
| Étudiants** | papier + numérique | 70,00 € | 75,00 € |
| | e-only | 50,00 € | 55,00 € |

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

| ► Acheter un numéro de la revue | Tarif | Numéro (format X-20XX) | Quantité |
|---|---------|------------------------|----------|
| Numéro récent (à partir de 2014) | 23,00 € | | |
| Numéro antérieur à 2014 | 20,00 € | | |
| TOTAL DE MA COMMANDE | | | € |

Bon de commande à retourner à :

ARMAND COLIN - Service Clients - 5, rue Laromiguière - 75240 Paris Cedex 05, France
Tél. 0 820 065 095 - Fax. 01 40 46 49 93 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/____

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 065 095

Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement disponibles à cette adresse : <http://www.revues.armand-colin.com/cga>
Les informations collectées nous permettront de mieux servir votre commande et de vous informer sur nos produits et services. Conformément à la loi du 6 août 2004 (N° 2004-801) modifiant la loi française « Informatique et Libertés » de 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, vous pouvez nous adresser un courrier à Dunod - Service Ventes Directes - 5, rue Laromiguière - 75240 Paris Cedex 05, ou par mail à infos@dunod.com

